

Calais Des agents des finances publiques manifestent devant la sous-préfecture

Depuis janvier et la mise en place du prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source, les agents des finances publiques manifestent dans toute la France contre le projet de réorganisation de leurs services, décidé par l'État. À Calais, un rassemblement devant la sous-préfecture s'est déroulé ce mardi midi. Une trentaine de fonctionnaires était réunie.

A. Del. | 26/03/2019



Les agents redoutent une baisse des effectifs avec la nouvelle organisation voulue par l'État.

Rassemblés devant la sous-préfecture, les agents des finances publiques de Calais (*), soutenus par l'intersyndicale (FO, SOLIDAIRES, CGT, CFTC, CFDT) ont tenu à **alerter l'État**, mais aussi les mairies et autres collectivités territoriales, sur « *les menaces qui pèsent sur l'administration fiscale et son réseau, mais aussi sur l'accès aux services publics* » ainsi que « *l'opacité complète du projet de réorganisation* ». Les fonctionnaires s'inquiètent notamment de **la fermeture des « petites » trésoreries publiques**, orchestrée par la direction générale des finances publiques (DGFIP).

La **trésorerie d'Ardres** aurait dû être sacrifiée au 1er janvier 2019 mais grâce à la mobilisation des élus en fin d'année, le ministre de l'Action et des comptes publics avait finalement décidé de maintenir ce service public. « *Pour combien de temps ?* », s'inquiète Hervé Danneels, trésorier d'Ardres. « *En moyenne, depuis vingt ans, chaque service a subi une à deux pertes d'emplois, et ce qui s'annonce en 2019 et 2020 n'est pas encourageant* », déplore Stéphane Thiriat, délégué FO. Cette année, **1 900 suppressions de postes sont annoncées au niveau national**. Difficile aujourd'hui de connaître les répercussions à l'échelle locale.

Des élus en soutien

Des élus, soutenus dans cette démarche par l'Association des maires de France, ont été appelés à participer au rassemblement. Clotilde Roberval, maire de Fiennes, accompagnée d'un élu du conseil, avait revêtu l'écharpe tricolore. « *Nous sommes là pour défendre le service public en zone rurale*, explique-t-elle. *On ne veut pas que notre comptabilité revienne à la charge de la municipalité* ».



Les finances publiques de Calais comptent une centaine d'agents. À peine un quart était venu manifester ce mardi midi devant la sous-préfecture.

« L'État est en train de tuer le service public. »

Autre sujet d'inquiétude, la fin du paiement de l'impôt en numéraire. « À Calais, beaucoup de personnes qui ont peu de moyens ou interdites bancaire ont l'habitude de payer en espèces, confie Anne-Laure Waguët, agent contrôleur au SIP de Calais et déléguée CFTC. Avec cette réforme, les gens devront aller faire leur versement au café-tabac... Quid de la confidentialité ? L'État est en train de tuer le service public. »

D'autres rassemblements de protestation ont eu lieu ce mardi dans le département, [comme à Saint-Omer](#), où une trentaine d'agents des centres de Lumbres, Aire-sur-la-Lys et Longuenesse ont manifesté à la mi-journée.

(*) À Calais, les finances publiques regroupent la trésorerie publique (douze agents) en charge des comptes de la ville de Calais et de la communauté d'agglomération Grand Calais ainsi que le bâtiment rue Descartes, où est accueilli le public (90 agents dont 35 affectés au service des impôts des particuliers, le SIP).